



Violences à l'école: "il faut plus de transparence et plus de sanctions", selon Attal

Paris, 23 oct. 2018 (AFP) -

Pour lutter contre la violence à l'école, "il faut plus de transparence et plus de sanctions", a déclaré mardi Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation, après l'affaire du lycéen ayant braqué sa professeure.

Il a précisé sur LCI que le "comité stratégique" annoncé par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, et le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, aurait lieu "demain" (mercredi).

Ce weekend, la vidéo d'un élève menaçant sa professeure avec une arme factice dans le lycée Édouard-Branly, à Créteil (Val-de-Marne), a suscité l'indignation jusqu'au sommet de l'État. L'étudiant a été mis en examen pour "violences aggravées" dimanche soir.

Depuis dimanche, des milliers de professeurs ont réagi sur Twitter en partageant leur expérience sous le hashtag [#pasdevague](#), avec de nombreux exemples de cas de violences étouffés par l'Éducation nationale.

"Il y a un sentiment d'omerta chez beaucoup de professeurs", a reconnu Gabriel Attal. Dans de nombreux cas, les sanctions disciplinaires "ne sont pas prononcées car le nombre de sanctions dit des choses sur la situation (d'un établissement) et les chefs d'établissement ont pu avoir tendance à faire en sorte qu'il y en ait moins", a-t-il dit.

Selon lui, il faut notamment revoir "l'échelle des sanctions et leur effectivité". "Il faut des réponses extrêmement fermes et exemplaires", a-t-il estimé, soulignant que "dès son arrivée, Jean-Michel Blanquer a insisté sur le fait qu'il fallait un changement culturel et rétablir un respect des professeurs".

Le comité stratégique donnera lieu à "des mesures fortes", a promis Gabriel Attal. Parmi les pistes d'action possible, il a évoqué une plus forte implication des associations et un effort concentré sur "les territoires où les situations (de violence) sont les plus fréquentes".

Dans la foulée de l'incident, Jean-Michel Blanquer a, lui, proposé d'encourager l'interdiction du téléphone portable dans les lycées.

ito/mig/gv

TWITTER

Afp le 23 oct. 18 à 09 44.